



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/48/264/Add.9
23 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

Quarante-huitième session
Point 33 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA REPRÉSENTATION ÉQUITABLE AU CONSEIL DE
SÉCURITÉ ET DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SES MEMBRES

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
RÉPONSES REÇUES D'ÉTATS MEMBRES	
Kazakhstan	2

KAZAKHSTAN

[Original : russe]
[17 mars 1994]

1. Le Gouvernement de la République du Kazakhstan se félicite de l'adoption de la résolution 47/62 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1992, concernant la représentation équitable au Conseil de sécurité et l'augmentation du nombre de ses membres. Il se félicite également de l'examen des observations et propositions formulées sur cette question qui a commencé comme suite à la demande du Secrétaire général de l'ONU.
2. Cette période unique de la vie internationale donne la possibilité de revitaliser les mécanismes multilatéraux de concertation entre les États et, en premier lieu, un organe comme le Conseil de sécurité. L'avènement de la paix en cette ère succédant aux affrontements, la fin de la guerre froide, le remplacement de la rivalité par le partenariat, et l'affirmation de la primauté du droit offrent au Conseil de sécurité des occasions sans précédent d'utiliser son potentiel pacifique dans de nombreux domaines.
3. Au cours des dernières années, la communauté mondiale a été témoin d'une activité réellement appréciable de la part du Conseil de sécurité. Toutefois, il convient non seulement de développer les résultats acquis, mais également de conférer au Conseil une responsabilité mondiale d'une portée nouvelle en réorganisant totalement sa structure et en perfectionnant ses procédures.
4. Conformément à l'Article 24 de la Charte des Nations Unies qui stipule qu'en prenant ses décisions le Conseil de sécurité agit au nom de tous les États Membres de l'ONU, nous jugeons indispensable de revoir la composition du Conseil pour en faire un organe pleinement représentatif de tous les groupes géographiques constitués par les États Membres de l'Organisation. On pourrait à cette fin procéder de la manière suivante :
 - a) Inclure au nombre des membres permanents du Conseil l'Allemagne et le Japon qui sont de grandes puissances économiques et dont la contribution à la cause de la paix et de la sécurité mondiales est universellement reconnue, ainsi qu'un représentant du groupe des pays en développement, ce qui porterait à huit le nombre des membres permanents;
 - b) Adjoindre aux membres non permanents trois nouveaux membres représentant un État de chacun des trois groupes régionaux de pays en développement (Asie, Afrique et Amérique latine).
5. Le Gouvernement kazakh approuve la proposition de l'Italie visant à restructurer le Conseil de sécurité sur la base du principe de l'universalité et en donnant à tous les États des possibilités égales. Compte tenu de la nécessité d'assurer la représentation équitable des États Membres de l'ONU et de maintenir un équilibre approprié entre tous les membres du Conseil de sécurité, nous approuvons l'idée d'inclure dans la composition du Conseil un groupe de membres "semi-permanents", ce qui contribuerait, à notre avis, à améliorer la souplesse et l'efficacité de l'activité du Conseil de sécurité, pour le bien de la communauté mondiale.

/...

6. Compte tenu du fait que le Conseil de sécurité est le principal organe de l'Organisation, il serait utile d'améliorer la coordination de l'activité du Conseil par l'Assemblée générale par les moyens ci-après :

a) Présentation de rapports annuels du Conseil de sécurité aux sessions de l'Assemblée générale, pour examen;

b) Organisation de consultations quotidiennes entre le Conseil et le Secrétaire général sur des questions particulièrement importantes, semblant devoir menacer la sécurité d'un pays, la sécurité internationale et la paix dans le monde entier;

c) Caractère plus démocratique et une plus grande transparence conférés à l'activité du Conseil;

d) Organisation de vastes consultations entre membres permanents et non permanents du Conseil en vue d'établir une collaboration active entre tous les membres du Conseil.

7. Nous estimons que la règle "de l'unanimité des grandes puissances", souvent dénommée "droit de veto", ne correspond pas aux exigences de la nouvelle situation géopolitique mondiale. Le Kazakhstan juge indispensable de mettre au point un mécanisme démocratique qui serait chargé d'adopter une décision visant à assurer l'efficacité des travaux du Conseil de sécurité, compte tenu des intérêts de tous les États Membres de l'ONU.

8. Le Gouvernement kazakh exprime l'espoir que l'examen de la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres se déroulera dans un climat de compréhension mutuelle totale et de coopération fructueuse entre tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.
